



USAGERS, CONTRIBUABLES, VOTRE SERVICE PUBLIC EST EN DANGER

Le 7/12/2016.

Aujourd'hui, vous vous présentez à un Centre des Finances Publiques pour avoir des renseignements auprès des agents des Finances publiques.

Or, ce service de proximité est en danger au motif de réduction de la dépense publique (alors que **la fraude fiscale est estimée à 60/80 milliards d'euros par an**) ce qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée d'éloigner l'utilisateur du guichet et par la suppression des effectifs. Ce sont encore **plus de 1 800 emplois qui seront supprimés en 2017** s'ajoutant aux **2 000 suppressions de 2016** dans notre administration.

La Direction Générale des Finances Publiques a perdu près de 37 000 emplois en 13 ans.

112 emplois supprimés dans notre département en 2 ans.

La facture est lourde en termes de détérioration du service rendu.

Quelles conséquences pour vous ?

Des files d'attente qui s'allongent (campagne Impôt sur le Revenu, taxe d'habitation et taxe foncière), Difficultés à nous joindre par téléphone, écoute et disponibilité qui se réduisent. Vous êtes renvoyé sur des centres distants ou on vous demande de prendre un rendez-vous...

Un accueil toujours très important :

- Plus de 16 millions de personnes en 2015 à nos guichets
- Plus de 8 millions d'appels téléphoniques
- Le sentiment des agents ne pas aller au fond des dossiers et du conseil que vous attendez

La fusion des services des impôts des particuliers comme des professionnelles sur Metz, réduisent fortement l'accès au service public.

Plus de 600 trésoreries fermées depuis 2002 ! Dans notre département, ce sont les trésoreries de Corcelles-Chaussy et Fénétrange qui vont fermer leurs portes. D'autres en plus grand nombre risquent de suivre...

Développement à outrance de l'e-administration et ses dysfonctionnements (télé-déclaration obligatoire, télé-paiement obligatoire, télé-correction), Mise en place du Prélèvement à la source, ainsi que des centres d'appels téléphoniques payants et totalement dépersonnalisés.

C'est la diminution des horaires de réception avec la fermeture au public plusieurs demi-journées par semaine. Et ce sera pire bientôt avec la restructuration des collectivités locales et des syndicats mixtes (eau, assainissement).

Pour les agents des finances publiques, il n'est pas acceptable de réduire l'action publique et ses services alors que les citoyens ont besoin de ces derniers, qui plus est dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent. C'est pourquoi nous exigeons le maintien des services publics de proximité qui répondent à un besoin légitime de nos concitoyens et rétablissent l'égalité de traitement de tous.

ENSEMBLE, DÉFENDONS LE SERVICE PUBLIC !!!